

Canada – Europe
Parliamentary Association



Association parlementaire
Canada – Europe

Rapport de l'Association parlementaire Canada-Europe

16e Conférence des parlementaires de la région arctique

Kiruna, Suède

du 20 au 22 mars 2024

Rapport

INTRODUCTION

Une délégation canadienne a participé à la 16^e Conférence des parlementaires de la région de l'Arctique, qui s'est déroulée à Kiruna, en Suède, du 20 au 22 mars 2024. La conférence a été organisée par le Riksdag (Parlement) suédois. La Conférence des parlementaires de la région de l'Arctique, qui se tient tous les deux ans et traite de questions en rapport avec les travaux du Conseil de l'Arctique, facilite la coopération parlementaire dans la région. Les parlementaires représentant les États de l'Arctique siègent également au [Comité permanent des parlementaires de la région de l'Arctique](#) et se réunissent plusieurs fois par an.

La délégation canadienne était composée des personnes suivantes :

- Mme Lori Idlout, députée;
- Mme Marilène Gill, députée;
- l'honorable Gwen Boniface, sénatrice;
- l'honorable Percy E. Downe, sénateur.

La délégation comprenait également Mme Sara Fryer, conseillère d'association, Éducation et recherche, Bibliothèque du Parlement, et Mme Jessica Kulka, secrétaire d'association, Association parlementaire Canada-Europe.

Des délégués des six États arctiques suivants ont participé à la Conférence : Canada, Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède, ainsi que des représentants d'organisations autochtones internationales, dont le Conseil international des Gwich'in, le Conseil circumpolaire inuit, le Sámi Parliamentary Council et l'Aleut International Association.

La Conférence était principalement axée sur le thème de la sécurité civile, avec des séances sur le climat et la gestion des déchets dans l'Arctique, les perspectives des jeunes de l'Arctique, l'exploitation minière durable, l'éducation et la recherche. La délégation a également rencontré Jason LaTorre, ambassadeur du Canada en Suède, à Stockholm. Les participants à la Conférence ont visité la mine de fer de LKAB, située à proximité de Kiruna, et le centre spatial Esrange, un centre de lancement de fusées et de recherche. Les participants à la conférence ont également visité le nouvel hôtel de ville de Kiruna, où le maire, accompagné d'un urbaniste, a fait une présentation sur les progrès et la planification de la relocalisation de la vieille ville, qui est désormais instable en raison des activités minières.

Les membres de la délégation ont tenu une réunion bilatérale avec Daniel Lyngdorf Vinka, président du Parlement Sami de Suède, et ses collaborateurs, Tomas Kuhmunen et Marie Enoksson. Ils ont discuté de la pratique de l'élevage de rennes et de l'économie connexe, ainsi que de leur travail de cartographie spatiale pour démontrer l'étendue des territoires traditionnels samis. Mme Gill a évoqué les similitudes entre les pratiques des Samis et celles des Premières Nations de la région de Manicouagan, où le caribou est un élément important de la sécurité alimentaire et de l'économie locale.

À l'issue de la conférence, les délégués ont approuvé la déclaration de la Conférence de 2024, jointe à l'annexe A du présent rapport.

RÉSUMÉ DE LA CONFÉRENCE

La Conférence a débuté le 21 mars 2024 avec les discours de plusieurs figures politiques locales, régionales et nationales, dont le président du Parlement suédois, Dr Andreas Norlén; Mme Lotta Finstorp, gouverneur du comté de Norbotten, Suède; M. Daniel Lyngdorf Vinka, président du Parlement Sami de Suède; et Mme Aaja Chemnitz, présidente du Comité permanent des parlementaires de la région de l'Arctique.

M. Morten Hølund, président des hauts représentants auprès du Conseil de l'Arctique, s'est adressé aux participants à la Conférence au sujet de la présidence norvégienne du Conseil de l'Arctique pour la période 2023-2025. Il a notamment expliqué comment la science et les connaissances autochtones peuvent avoir une influence importante sur la protection de l'environnement et le développement durable. M. Hølund a souligné certaines des priorités de la Norvège pour le Conseil de l'Arctique, notamment une prochaine conférence sur la gestion des écosystèmes dans les océans et les déchets marins, le rapport sur la navigation et la situation, la planification d'une conférence sur la gestion des urgences pour 2025, une initiative sur les incendies de forêt au sein du Conseil de l'Arctique qui vise à favoriser le partage des connaissances en la matière, et une conférence sur la jeunesse de l'Arctique pour 2025. L'objectif principal était que les six groupes de travail du Conseil de l'Arctique se réunissent à nouveau, ce qui s'est concrétisé en février 2024. Il a indiqué que le Royaume du Danemark sera le prochain président du Conseil de l'Arctique pour la période 2025-2027.

A. CLIMAT ET GESTION DES DÉCHETS DANS L'ARCTIQUE

La première séance de la Conférence était consacrée au climat et à la gestion des déchets. Le professeur Minik Rosing de l'université de Copenhague a indiqué que l'innovation dans l'Arctique pouvait apporter des solutions au réchauffement climatique. Par exemple, il a expliqué que lorsque l'immense nappe glaciaire du Groenland dégèle, les roches réagissent au dioxyde de carbone de l'atmosphère et la nappe glaciaire écrase les rochers et crée un sédiment fin qui libère des nutriments permettant d'enrichir les sols pauvres. Ses recherches ont montré que ces minéraux peuvent contribuer à rendre l'agriculture plus productive. Au Ghana, la « farine de roche glaciaire » a contribué à une hausse de 50 % du rendement des cultures.

M. Johan Kuylenstierna, directeur général de Formas (un conseil de recherche du gouvernement suédois sur le développement durable), a présenté les priorités émergentes en matière de gestion des déchets en Finlande, en Norvège et en Suède. Selon lui, les partenariats entre les régions de l'Arctique et l'industrie du transport maritime permettent aux communautés isolées d'expédier leurs déchets recyclables et solides. Il a indiqué que le Parlement norvégien cherche les moyens d'établir un tourisme durable dans l'Arctique, qui n'aurait pas de conséquences négatives sur la gestion des déchets. Il a également indiqué que le Parlement finlandais envisage d'introduire une législation sur les déchets plastiques.

Mme Jessica Beldstra, de l'Aleut International Association, a présenté un projet visant à trouver des solutions pour éliminer les déchets dans les communautés arctiques éloignées de l'Alaska. L'Aleut International Association a mené une enquête sur la gestion des déchets solides dans les communautés reculées de l'Arctique.

Mme Idlout a demandé aux participants comment les États de l'Arctique intègrent les perspectives autochtones dans leurs processus de recherche liés à la gestion des déchets et aux changements climatiques.

B. POINT DE VUE DES JEUNES DE L'ARCTIQUE

Des jeunes de Finlande, de Norvège, de Suède, d'Islande, du Groenland et du Danemark ont présenté les résultats d'une table ronde organisée avant la conférence avec des jeunes de Kiruna, en Suède. La jeune représentante de la Finlande est une élèveuse samie de rennes. Elle a indiqué que l'exploitation minière peut créer des possibilités d'emploi, mais a également noté que le Nord est considéré par le Sud comme une réserve de ressources. Elle a expliqué que si les énergies éoliennes et hydrauliques sont considérées comme des énergies vertes, elles ont des effets néfastes sur la vie des gens, notamment sur l'élevage des rennes. La jeune représentante de la Norvège a déclaré que les jeunes de l'Arctique veulent être en mesure de laisser à la prochaine génération une région dans un meilleur état qu'elle ne l'est actuellement. Tout en soulignant la nécessité d'une croissance économique grâce à une exploitation minière responsable, elle a fait remarquer que l'industrie devrait coopérer avec les communautés locales en fournissant un financement pour des écoles, des transports en commun et des soins de santé de meilleure qualité.

La disponibilité des logements dans l'Arctique et leur prix sont des défis majeurs mis en lumière par les participants. La jeune représentante de la Suède a fait remarquer que la gestion des déchets miniers devrait être une priorité pour l'industrie. Elle a également fait remarquer que Kiruna dépendait de la mine pour l'emploi et qu'elle devait impérativement se diversifier sur le plan économique.

C. ENTREPRISES ET EMPLOIS LIÉS À L'EXPLOITATION MINIÈRE DURABLE

Mme Maria Sunér, PDG de SveMin, une association industrielle pour l'exploitation minière en Suède, a ouvert la séance sur l'exploitation minière durable et a expliqué qu'avec 12 mines de métaux en activité, la Suède est la plus grande économie minière d'Europe. Elle a expliqué que l'Union européenne (UE) utilise 25 % de tous les métaux produits dans le monde, alors qu'elle n'en produit que 3 %. Elle a fait remarquer qu'il existe un écart entre les besoins en minéraux pour une transition verte et la capacité à produire ces minéraux essentiels. La législation récente de l'UE concernant les matières premières essentielles permettra des processus de délivrance de permis miniers efficaces et une exploitation accrue en Europe. La Suède possède d'importants gisements de minéraux essentiels dans sa région arctique.

Mme Líneik Anna Sævarsdóttir, députée islandaise, a présenté un exemple de développement économique durable dans sa région, où une fonderie qui emploie les habitants et soutient les petites et moyennes entreprises de la région a été créée.

Mme Pirita Näkkäläjärvi, présidente du Sámi Parliamentary Council, a souligné que l'élevage de rennes reste un moyen de contribuer à l'ensemble de la société dans son ensemble, et a présenté quelques moyens clés de respecter les droits des Samis, en respectant leur droit au consentement libre, préalable et éclairé en matière d'exploitation des ressources, afin de contribuer à des sociétés généralement plus saines.

Le Dr Glenn Berggörd, vice-président du conseil exécutif régional de la région de Norrbotten, en Suède, a évoqué la mise en place d'un programme de formation des médecins à l'hôpital régional afin d'inciter les jeunes à revenir dans la région pour y trouver un emploi.

Mme Gill a fait une déclaration sur les relations commerciales entre la Suède et le Canada. Elle a souligné les similitudes entre le développement en cours à Kiruna et un projet envisagé à Sept-Îles, au Québec, par H2Green Steel, une entreprise suédoise. Si le projet se concrétise, la population de Sept-Îles pourrait augmenter considérablement, ce qui nécessiterait davantage de logements, d'écoles et de soins de santé, à l'instar de Kiruna.

D. SÉCURITÉ CIVILE ET PRÉPARATION

Le 22 mars 2024, la conférence a débuté par une discussion sur la sécurité civile dans les États de l'Arctique. Mme Chemnitz, députée du Danemark, a décrit certaines des mesures prises par le Groenland pour sécuriser les infrastructures essentielles, comme l'investissement dans la cybersécurité et la stabilité du réseau électrique, à la suite d'une récente panne d'électricité à Nuuk.

M. Bård Ludvig Thorheim, député norvégien, a fait valoir la nécessité d'une synergie entre le développement de l'industrie et les politiques de sécurité dans l'Arctique. Il a fait état du besoin de protéger et de développer les infrastructures de transport, telles que les ports, ce qui profiterait aux deux secteurs. Il a noté que les nouveaux membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), comme la Suède, pourraient apporter plus de sécurité et de stabilité.

M. Johna Berffren, secrétaire d'État auprès du ministre suédois de la Protection civile, a évoqué la récente adhésion de la Suède à l'OTAN. Il a indiqué que la Suède se prépare à renforcer la sécurité civile du pays et qu'elle a nommé deux ministres de la Défense pour coordonner la défense militaire et la défense de la société. La Suède examine sa chaîne d'approvisionnement en vue d'apporter des améliorations qui devront impliquer le secteur privé.

Mme Idlout a souligné la contribution des peuples autochtones à la sécurité civile dans l'Arctique canadien. Elle a indiqué que le Canada avait récemment créé un bureau des sciences autochtones doté d'un conseiller en chef des sciences autochtones. Elle a également fait remarquer que les connaissances autochtones sont utilisées pour élaborer des stratégies de déglacage dans l'océan Arctique et a souligné l'importance des Rangers canadiens qui, dans de nombreuses communautés du Nunavut, sont tous inuits. Les Rangers canadiens jouent un rôle important dans la sécurité civile au Canada et participent à de nombreuses initiatives, telles que les opérations de recherche et de sauvetage.

Le sénateur Downe a posé une question à l'audience concernant l'intégration de la Suède à l'OTAN.

E. ÉDUCATION ET RECHERCHE

La conférence s'est terminée par un panel de conférenciers sur l'éducation et la recherche. M. Lars Kullerud, président de l'Université de l'Arctique, qui compte 185 universités membres et dont les recherches portent sur 65 thèmes relatif à l'Arctique, a souligné l'importance du financement public pour la recherche sur l'Arctique. Mme Mari Leena, députée de Finlande, a souligné l'importance d'avoir des établissements d'enseignement postsecondaire dans les régions de l'Arctique. Elle a indiqué avoir déménagé dans le Nord pour aller à l'université et a fait remarquer qu'il est difficile d'offrir une éducation de qualité dans les régions à faible densité de population. M. Evon Peter, du Conseil international des Gwich'in et membre de la faculté de l'Université de l'Alaska (Fairbanks), a fait état de ses travaux de préparation de documents pour l'enseignement de la langue gwich'in, ainsi que l'importance d'une éducation adaptée au lieu et à la culture, en particulier dans les régions éloignées. Mme Maria Strang Munkhaug, jeune représentante de la Norvège, a parlé d'une recherche récente qui a démontré la différence entre les résultats des écoles primaires des régions du Nord et de celles du Sud.

Annexe 1



PARLEMENTAIRES DE L'ARCTIQUE

COMITÉ PERMANENT DES PARLEMENTAIRES DE LA RÉGION DE L'ARCTIQUE

Conférence des parlementaires de la région arctique

Du 20 au 23 mars 2024, Kiruna (Suède)

DÉCLARATION DE LA CONFÉRENCE

En ces temps marqués par une dynamique mondiale complexe, le Comité permanent des parlementaires de la région de l'Arctique se réunit pour relever les défis multidimensionnels de l'Arctique. Nous nous penchons sur des sujets d'actualité et d'avenir pour l'Arctique et ceux qui y vivent, soit le climat, la recherche et l'emploi, tout en maintenant notre engagement en faveur de l'inclusion, de la durabilité, de la sécurité et du bien-être des habitants de l'Arctique, y compris des peuples autochtones. En tant que représentants élus du Canada, du Danemark et du Groenland, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège, de la Suède et des États-Unis d'Amérique, en collaboration avec les peuples autochtones de l'Arctique, nous aimerions souligner les éléments suivants :

Climat et gestion des déchets

Reconnaissant la menace existentielle que représentent les changements climatiques, nous préconisons des efforts concertés en vue d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre, de préserver la biodiversité et de lutter contre la pollution dans la région arctique. Nous exhortons les gouvernements de l'Arctique à adopter des solutions axées sur l'énergie renouvelable, à mettre en œuvre de rigoureuses politiques de gestion des déchets et à promouvoir l'économie circulaire et les pratiques durables qui réduisent l'empreinte écologique.

Nous demandons aux gouvernements de l'Arctique d'améliorer les infrastructures de gestion et de transport des déchets issus des collectivités et des installations touristiques de l'Arctique, de renforcer la coopération entre les États arctiques afin de réduire les déchets, et d'accroître les taux de collecte et de recyclage. Nous pressons également les gouvernements de l'Arctique à intensifier leurs efforts conjoints pour réduire la pollution marine par les plastiques, et nous demandons aux États non arctiques de redoubler d'efforts pour réduire les déchets marins qui, du fait des forces de la nature, finissent par avoir de graves répercussions sur les écosystèmes ainsi que la faune et la flore de la région arctique.

Il faut amplifier les voix autochtones dans les processus décisionnels et donner aux collectivités locales les moyens de mener des initiatives de conservation de l'environnement.

Entreprise et emploi

Conscients des impératifs économiques liés au développement de l'Arctique, nous soulignons l'importance de favoriser un climat d'affaires adéquat qui concilie la croissance économique avec la responsabilité sociale et la prise en compte de l'environnement. Nous nous félicitons de notre étroite coopération avec le Conseil économique de l'Arctique dans la promotion du développement durable des entreprises dans l'Arctique. Nous réclamons la promotion de politiques économiques et de stratégies de développement de la main-d'œuvre inclusives qui priorisent le développement des entreprises, l'emploi local et le logement, qui autonomisent les entreprises autochtones et qui garantissent une répartition équitable des retombées générées par les ressources et les industries de l'Arctique.

Recherche et éducation

Soulignant le rôle de la recherche et de l'éducation dans le renforcement de la résilience et de l'innovation, nous rappelons la nécessité d'investir dans la science, le progrès technologique et l'échange du savoir en Arctique. Nous apprécions l'étroite coopération avec l'Université de l'Arctique et insistons sur l'importance d'une collaboration continue avec les établissements de recherche arctiques. Nous prônons la mise en place de plateformes de recherche interdisciplinaires et de partenariats universitaires qui permettent aux habitants de l'Arctique, y compris aux jeunes Autochtones, d'acquérir les compétences et l'expertise nécessaires pour faire face aux défis émergents.

Sécurité et état de préparation

À l'heure où l'Arctique suscite une attention géopolitique croissante et un intérêt grandissant pour ses ressources, il est essentiel de veiller à ce que la région reste une zone de faible tension, et ce, pour de nombreuses raisons, dont le maintien de la stabilité, de la coopération et de l'attention portée à la protection de l'environnement. Reconnaissant qu'il est impératif de protéger les territoires arctiques, nous soulignons la nécessité de mettre en place des cadres de sécurité cohérents qui donnent priorité à la collaboration et à l'échange d'information entre les pays de l'Arctique. Assurer la sécurité alimentaire des habitants de l'Arctique, y compris des peuples autochtones, est un facteur

déterminant pour leur santé. Nous préconisons le renforcement des capacités de recherche et de sauvetage, ainsi que le développement d'infrastructures et de mécanismes d'intervention en cas de catastrophe adaptés à l'environnement unique de l'Arctique. Il convient de mettre l'accent sur l'établissement de partenariats avec les collectivités autochtones en vue d'intégrer les connaissances traditionnelles dans les plans de préparation aux situations d'urgence.

En conclusion, nous, délégués du Comité permanent des parlementaires de la région de l'Arctique, exhortons les gouvernements de l'Arctique à prendre nos recommandations en considération et à traduire les aspirations collectives en actions concrètes qui protégeront l'environnement de l'Arctique, défendront les droits et les intérêts des résidents de l'Arctique, y compris des peuples autochtones, et favoriseront le développement durable pour les générations à venir.

Respectueusement soumis,

M. Francesco Sorbara, député

Président, Association parlementaire Canada-Europe

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Association parlementaire Canada-Europe
ACTIVITÉ	16 ^e Conférence des parlementaires de la région arctique
DESTINATION	Kiruna, Suède
DATES	Du 20 au 22 mars 2024
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Gwen Boniface L'hon. Percy Downe
CHAMBRE DES COMMUNES	Marilène Gill Lori Idlout
PERSONNEL	Jessica Kulka Sara Fryer
TRANSPORT	22 925,74 \$
HÉBERGEMENT	8 927,55 \$
ACCUEIL	0,00 \$

INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	3 862,69 \$
DIVERS	553,27 \$
TOTAL	36 269,25 \$